

# Letzebuerg – en nohaltegen Staat deen innerhalb vun sengen ökologesch Grenzen prospéiert<sup>1</sup>

An Sachen Natur an Liewensbasis – schutz, ass den jetzegen «Art. 11bis.» relativ flou an inkomplett:

« L'Etat garantit la protection de l'environnement humain et naturel, en oeuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, et la satisfaction des besoins des générations présentes et futures. Il promeut la protection et le bien-être des animaux.»

D'Wichteschkeet vun enger gesonder, produktiver an intakter Umwelt am Emsetzen vun enger Reih Grondrechter (iessen, drenken, wunnen, undoen, gesond bleiwen, Freizeit ...) gett net erwähnt. Kloer et kann een se in ganz lesse, Wasser, Baumaterial etc. ausserhalb de Grenzen akuafe, mee waat ass daat dann fir eng national Identiteit – an der Ofhängeschkeet fir seng Grondbedürfnisser ?

Den Drock vun der rasanter Bevölkerungsentwicklung ob d'Umwelt gett ausgeklammert. Wei soll een d'capacité de renouvellement an Equilibre brengen mat den besoins vun den Leit, wann d'schier Zuehl vun den Leit an den Himmel wiest – geschwatt gett vun 1 mio Awiner am Joer 2050 – an der capacité de renouvellement kippt ?

D'Umwelt als national Identiteits-stëfter an Zougehörigkeits-förderer (d'Landschaft, d'Landwirtschaft, d'Bescher, den patrimoine, eng Inspiratioun-source, an Rouh-quell, spazieren, joggen, fëschchen, ob d'Jued goen etc. ) gett ignoriert.

Et feelt och eng reference un d'Kapazität der eng gesond an intakt Umwelt huet fir d'Leit ze schützen virum Klimawandel mat ongewëssen Auswirkungen, a fir en Beitrag ze man deen Klimawandel ze minderen.

D'Natur brauch de Mensch net fir ze liewen (am Geigendeel, ...), de Mensch brauch d'Natur fir ze liewen. Der aktuel Constitutioun seet nëcht zum Wert der d'Natur huet duerch a fir sech selwer, onofhängech dovun waat den Mensch domat mëcht.

Hei e puer (Laien-)Virschlei, der Umweltjuristen kinnten evaluieren, fir en realistesch, koherenter an juristesche onanfänglechen Text auszeschaffen an an der nei Constitutioun obzehuelen :

## Environnement et droits fondamentaux

Les écosystèmes intacts préserve l'homme des dérégulations du climat et des phénomènes climatiques extrêmes, régule le cycle de l'eau, du carbone et des nutriments et purifie l'air, absorbe ses déchets et émissions, maintiennent la fertilité du sol et réduisent l'érosion, permettent la pollinisation et le contrôle des ennemis des cultures, constitue l'habitat des espèces sauvages et la réserve de biodiversité.

En application des droits fondamentaux<sup>2</sup> à l'alimentation, à l'eau, au logement, à l'habillement, aux soins de santé, à la protection sociale, à la sûreté, au respect de la propriété privé, **l'Etat garantit le droit de chaque individu de disposer, en quantité et**

---

<sup>1</sup> E Beispill ass d'Verfassung vum Montenegro, Article 1, State, "Montenegro is a democratic, social and ecological state".

<sup>2</sup> LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME. (1948) Art. 25.1:

«Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires...»

Droits fondamentaux UE : Article 35, Protection de la santé :

« Toute personne a le droit d'accéder à la prévention en matière de santé et de bénéficier de soins médicaux dans les conditions établies par les législations et pratiques nationales. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en oeuvre de toutes les politiques et actions de l'Union. »

qualité suffisantes, d'eau, d'air, de sol et d'écosystèmes propres, productifs et sains, afin de lui procurer durablement et de manière équitable (non-discriminatoire) et juste, les biens et services éco-systémiques vitaux que sont la nourriture, l'eau, l'énergie, les matières premières pour construire et se vêtir, la régulation des maladies et du climat ...

L'Etat protège ses citoyens des conflits pouvant naître de la compétition pour les ressources naturelles vitales.

#### Environnement et démographie

L'Etat garantit l'adéquation entre le nombre de personnes vivant au Luxembourg, les aspirations matérielles de cette population, les solutions techniques durables disponibles et le besoin de conservation de la capacité de renouvellement et d'absorption des déchets de l'environnement du territoire.

#### Environnement et développement

Le développement économique, social, matériel, démographique du pays est soumis à la capacité de renouvellement et d'absorption de ses ressources naturelles et se fera dans le respect des limites écologiques du territoire.

L'Etat reconnaît que la croissance économique perpétuelle et illimitée est impossible car limitée par ce que la nature peut donner et absorber. Il met en oeuvre le développement durable dans une économie circulaire.

L'Etat promeut la réhabilitation de l'environnement spolié de sorte à ce que le capital naturel total du territoire reste intact.

La vérification de l'impact de chaque action de l'Etat sur le capital environnemental du pays et sur le climat est régit par la Loi.

Les politiques, lois et investissements de l'Etat sont adaptés au changement climatique.

Le droit à l'accès à l'information environnementale est garanti.<sup>3</sup>

#### Environnement, Identité, Culture, Loisirs

Au delà des biens et services nécessaires pour assurer les droits fondamentaux, l'environnement fournit aussi aux hommes les services de récréation, d'espace, de tranquillité, d'inspiration créative et de paysages<sup>4</sup>, ainsi que le sens du lieu, qu'il s'agit de sauvegarder pour le bien être général et le maintien du sentiment d'appartenance.

La Constitution garantit le droit au paysage naturel et au patrimoine construit.

#### Valeur intrinsèque de l'environnement

La Constitution reconnaît à l'environnement et aux autres espèces une valeur intrinsèque, qu'ils ont de leur propre chef et qui ne provient pas de l'usage humain qui en est fait.

23 juin 2015  
Pascale Junker

---

<sup>3</sup> Droits fondamentaux UE : Article 41 Droit à une bonne administration ; Article 42 Droit d'accès aux documents

<sup>4</sup> Droit du paysage.

[http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/DGALN\\_vademecum\\_droit\\_paysage\\_2007.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/DGALN_vademecum_droit_paysage_2007.pdf)